La visibilité, ça suffit pas : il nous faut des luttes ! il nous faut des droits !

Solidaires Informatique prépare depuis quelque temps un guide pour accompagner les équipes syndicales et les personnes trans dans la défense de leurs droits, et dans la lutte pour en obtenir de nouveaux. Il sera bientôt diffusé sur notre site internet et nos réseaux sociaux.

Nous vivons un contexte de résurgence de la transphobie et de la violence, physique comme administrative. En témoigne l'adoption récente dans le budget 2026 d'une contribution de 50 € pour toute saisie du Tribunal Judiciaire ; y compris donc pour le changement d'état civil, toujours pas déjudiciarisé. Nous souhaitons aussi rendre hommage à Joëlla, une femme trans de 45 ans violemment assassinée en Kanaky le 8 février dernier*. La transmisogynie a frappé deux fois, d'abord par ce terrible féminicide, puis dans son traitement judiciaire (le procureur de la République a longuement tardé à reconnaitre le caractère transphobe du meurtre de Joëlla*).

Les luttes trans sont aussi des luttes syndicales, et il y a urgence à ce que nos organisations s'en saisissent. Ce guide espère contribuer à faire de nos syndicats des espaces où les personnes trans se sentent accueillies et défendues. Il pourra aussi aider les militant·es des associations d'auto-support trans et LGBTI à accompagner les enjeux de lutte contre la transphobie au travail.

Si vous voulez être tenu·es au courant de la sortie du guide, que vous avez besoin d'aide pour vous défendre contre la transphobie au travail ou que vous voulez nous contacter, vous pouvez envoyer un mail à la commission LGBTI de Solidaires Informatique : lgbti@solidairesinformatique.org

Sources

- Budget 2026 : le changement d'état civil au tribunal devient payant !
- Transféminicide en Nouvelle-Calédonie : Joëlla a été battue à mort
- Transphobie : après le meurtre de Joëlla, la Nouvelle-Calédonie en pleine introspection